



Chaire en fiscalité et en finances publiques

Bulletin de veille

19 avril 2016

CANADA

CHAIRE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES (CFFP)

L. Godbout et S. St-Cerny, « [Les transferts fédéraux : Évolution et perspectives pour le Québec](#) », 27 octobre 2015, 30 p.

Le Québec, grand gagnant des transferts fédéraux?

Depuis le milieu des années 1990, les transferts fédéraux ont subi de nombreux changements. Ainsi, dans *Les transferts fédéraux : évolution et perspectives pour le Québec*, les auteurs Luc Godbout et Suzie St-Cerny font le point en traçant leur évolution pour les provinces canadiennes. Ils analysent si le Québec est aussi gagnant que plusieurs le disent et mettent de l'avant certains enjeux liés à leur évolution future.

FONDATION CANADIENNE DE FISCALITÉ (FCF)

T. Mallet, « [Mountains and Molehills – Effect of the Small Business Deduction](#) », *Revue fiscale Canadienne*, vol. 63, no. 3, 14 p.

Taux d'imposition préférentiel pour les petites entreprises : une mesure efficace?

Le débat se poursuit concernant la raison d'être et l'efficacité de la politique gouvernementale à l'égard du traitement fiscal des petites entreprises au Canada, où les taux d'imposition réels plus bas existent depuis 1949. Ceux qui sont contre un taux préférentiel pour les petites entreprises invoquent leur inquiétude que celui-ci permette la mise à l'abri de revenus personnels élevés, freine la croissance des entreprises, et explique le retard général de la croissance de la productivité au pays. Dans ces arguments, toutefois, on peut reconnaître une tendance à présumer que les problèmes touchant la politique fiscale en marge concernent toutes les petites entreprises. Le traitement préférentiel n'est pas l'approche idéale pour soutenir l'esprit d'entreprise, mais les distorsions induites causées par les taux d'imposition plus bas des petites entreprises sont relativement mineures dans le contexte de l'objectif plus vaste de compenser les obstacles financiers et les coûts élevés de conformité à la réglementation auxquels elles font face.

L'effet des dépenses fiscales sur le comportement des déclarants

B. Murphy, M. Veall et M. Wolfson, « [Top-End Progressivity and Federal Tax Preferences in Canada: Estimates from Personal Income Tax Data](#) », *Revue fiscale Canadienne*, vol. 63, no. 3, 28 p.

Cet article présente un premier pas dans l'examen de l'effet que les traitements fiscaux préférentiels peuvent avoir sur la progressivité du régime fédéral de l'impôt sur le revenu du Canada à l'extrémité supérieure de l'échelle des revenus. Les auteurs examinent 60 dépenses fiscales reconnues par le ministère des Finances et utilisent les données des déclarants pour attribuer les parts aux bénéficiaires de revenus qui se classent dans les 1 pour cent, 0,1 pour cent et 0,01 pour cent des personnes touchant les revenus les plus élevés. Les estimations du ministère des Finances reposent sur l'hypothèse qu'il n'y a pas de changement dans le comportement. Les auteurs modifient légèrement cette hypothèse en présumant que le changement de comportement ne varie pas par tranche de revenus. Ils définissent un traitement fiscal préférentiel comme « progressif pour les revenus les plus élevés » si la part des avantages que les bénéficiaires des revenus les plus élevés tirent du traitement préférentiel est inférieure à leur part de revenus. Il est estimé que la plupart des dépenses fiscales sont progressives pour les revenus les plus élevés, à l'exception, comme on peut s'y attendre, des dépenses liées au revenu du capital et aux options d'achat d'actions. Des résultats semblables s'appliquent à une définition de rechange de « progressif pour les revenus les plus élevés » reposant sur les paiements d'impôts. Les résultats sont comparables à ceux pour les États-Unis obtenus par Nguyen, Nunns, Toder et Williams (2012) et par Brown, Gale et Looney (2012).

FRASER INSTITUTE

S. Lafleur, M. Palacios et J. Emes, « [Alberta's Personal Income Tax Increases Likely to Yield Less Revenue than Expected](#) », 22 octobre 2015, 8 p.

Hausse des impôts : comment réagiront les contribuables de l'Alberta?

Too often politicians and governments more generally take a simplistic view of tax rates and tax revenues. Their belief seems to be that you can change tax rates without affecting behaviour, which means that tax revenues will increase in exact proportion to tax rate increases. The reality is that tax rate increases change the marginal benefits (i.e., returns) to individuals and firms from undertaking activities like working, investing, and starting or expanding a business. The change in behaviour means that the underlying base upon which a tax rate is applied changes. It is this change in the underlying tax base that explains why governments often fail to raise the amount of revenue they expect from tax rate increases. This bulletin examines the likely revenue that the Government of Alberta will receive based on their recently implemented increase in provincial personal income tax (PIT) rates.

INSTITUT C.D. HOWE

L. Godbout, S. St-Cerny et Y. Trudel, « [The Benefits of Hindsight: Lessons from the QPP for Other Pension Plans](#) », 1er octobre 2015, 24 p.

RRQ: Leçons à tirer pour éviter l'iniquité entre les générations de cotisants

The experience of the Quebec Pension Plan (QPP) offers serious lessons for new public pension plan options, in particular the pending Ontario Retirement Pension Plan (ORPP) and Canada Pension Plan (CPP) enhancements, according to a new C.D. Howe Institute report. In "The Benefits of Hindsight: Lessons from the QPP for Other Pension Plans," authors Luc Godbout, Yves Trudel and Suzie St-Cerny show how these proposals and other public pension plans can avoid underfunding and intergenerational inequity, where one generation of participants receives more benefits than they contributed to the plan.

INSTITUT C.D. HOWE

C. Alexander et A. Laurin, « [Tax Reform Priorities for Canada: Creating More Income to Go Around](#) », 19 novembre 2015, 9 p.

Revoir le système fiscal pour améliorer la productivité

Canada faces a deep long-term fiscal challenge, as its population ages and its labour force growth slows, states a new report from the C.D. Howe Institute. In “Tax Reform Priorities for Canada: Creating More Wealth to Go Around,” authors Craig Alexander and Alexandre Laurin address how the superior approach to meeting Canada’s long-term fiscal challenge is to look for ways to boost productivity and competitiveness, and zero in on the tax system as a place to start the examination of boosting productivity. The authors conclude that “the bottom line is that the size and source of tax revenues has a significant impact on the economy.” If Canada is to deliver on its future spending commitments, the current federal, provincial and municipal tax system should be reviewed for opportunities to simplify it and rebalance it to incent stronger productivity growth.

INSTITUT C.D. HOWE

B. Dachis, A. Found et P. Tomlinson, « [Business Tax Burdens in Canada’s Major Cities: The 2015 Report Card](#) », 24 novembre 2015, 13 p.

Les meilleurs et les pires endroits au Canada pour l’investissement

Using their more complete measure, the authors find that Saint John, Charlottetown, and Montreal have the highest total tax rates. The report also grades various jurisdictions based on business property tax simplicity and transparency. The authors recommend that the Federal Department of Finance – which provides the provinces with tax burden estimates – include business property taxes in its interprovincial comparison of tax burdens. “Despite years of concerted provincial and federal efforts to reduce the tax cost of investment, such as by lowering corporate

income taxes, Canadian governments need to address key omissions in their tax burden measure. Our hope is that a more accurate measure of business tax burdens will prompt a closer examination of their potential detrimental impact on business investment.

INSTITUT DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES (IRPP)

K. Milligan et M. Smart, « [Provincial Taxation of High Incomes: The Effects on Progressivity and Tax Revenue](#) », 25 novembre 2015, 30 p.

De nouveaux paliers d’imposition pour les hauts revenus sont insuffisants pour contrer la concentration de la richesse

Depuis 2010, sept provinces canadiennes ont instauré de nouveaux paliers d’imposition pour les contribuables à revenu élevé. Kevin Milligan et Michael Smart analysent les conséquences de ces décisions et leur efficacité en matière de réduction des inégalités. Ils examinent un scénario hypothétique où chaque province augmente de cinq points de pourcentage le taux d’imposition marginal le plus élevé payé par les un pour cent les plus riches, en tenant compte de leur réaction à ce changement fiscal. S’ils répondent à cette hausse en multipliant l’usage des abris fiscaux ou en transférant leurs avoirs à l’extérieur de la province, les revenus seront plus faibles que prévu. En effet, les auteurs observent que les contribuables les mieux nantis réagissent fortement aux hausses de l’impôt provincial sur les revenus élevés. Les provinces devraient donc s’attendre à des recettes plus modestes qu’escomptées. L’incidence sur les taux d’imposition moyens serait tout aussi modeste, puisque le taux majoré s’appliquerait uniquement aux revenus supérieurs au seuil d’imposition visant les un pour cent. C’est donc dire qu’en augmentant le taux d’imposition des plus riches, on ne parviendrait à contrer qu’une mince fraction de la concentration des revenus observée depuis 30 ans. De surcroît, les recettes générées par cette hausse varieraient considérablement d’une province à l’autre : elles seraient particulièrement importantes dans les provinces où la concentration du revenu au sommet est plus forte et les taux d’imposition provinciaux sont relativement plus faibles. Enfin, des taux d’imposition plus élevés pour les mieux nan-

tis pourraient aussi occasionner une réduction de l'assiette fiscale fédérale.

INSTITUT ÉCONOMIQUE DE MONTRÉAL (IEDM)

M. Bédard, V. Geloso et Y. Msaid, « [La réduction des dépenses publiques favorise la croissance économique](#) », 8 octobre 2015, 4 p.

Les mesures « d'austérité » et le retour à l'équilibre budgétaire

Le débat public sur l'austérité budgétaire est aux antipodes de la façon dont celle-ci est définie et étudiée par la science économique. Le terme « austérité » est la plupart du temps utilisé en référence à un amalgame de mesures budgétaires et fiscales visant le retour à l'équilibre budgétaire, sans différencier entre ces mesures aux effets variés. Cette Note économique recense les contributions de la recherche universitaire en ce qui a trait à l'efficacité des moyens visant le retour à l'équilibre budgétaire. Comme nous le verrons, ces distinctions sont cruciales, puisque les effets des baisses de dépenses publiques et des hausses d'impôt sont diamétralement opposés.

INSTITUT ÉCONOMIQUE DE MONTRÉAL (IEDM)

M. Bédard, « [Le dilemme des taxes de vente sur les achats en ligne](#) », 27 novembre 2015, 4 p.

Des pistes de solutions au problème de la taxation des achats en ligne

Lorsqu'un consommateur canadien achète un bien ou un service chez un commerçant situé en dehors de sa province, ou en dehors du Canada, il est très difficile de percevoir les taxes de vente sur cette transaction. Les taxes d'une certaine partie de ces achats dans d'autres provinces ou à l'étranger ne sont donc pas perçues. Le fait que ces achats soient moins coûteux désavantage les commerçants en ligne locaux, mais aussi les commerçants ayant pignon sur rue, qui subissent une forme de concurrence déloyale. Les gouver-

nements se privent également, à première vue, d'importants revenus. Quelles sont les solutions proposées pour remédier à la situation, et sont-elles réalistes?



ÉTATS-UNIS

BROOKINGS INSTITUTE

H. Aaron, « [Can Taxing the Rich Reduce Inequality? You Bet it Can!](#) », 27 octobre 2015, 4 p.

Une hausse du taux marginal maximum d'imposition réduirait les inégalités

Two recently posted papers by Brookings colleagues purport to show that “even a large increase in the top marginal rate would barely reduce inequality.”¹ This conclusion, based on one commonly used measure of inequality, is an incomplete and misleading answer to the question posed: would a stand-alone increase in the top income tax bracket materially reduce inequality? More importantly, it is the wrong question to pose, as a stand-alone increase in the top bracket rate would be bad tax policy that would exacerbate tax avoidance incentives. Sensible tax policy would package that change with at least one other tax modification, and such a package would have an even more striking effect on income inequality

CONGRESSIONAL BUDGET OFFICE

Congressional Budget Office, « [Effective Marginal Tax Rates for Low- and Moderate-Income Workers in 2016](#) », 19 novembre 2015, 9 p.

L'effet des TEMI sur les ménages à faibles et moyens revenus en 2016

In this report, the Congressional Budget Office takes a two-pronged approach.¹ First, the report shows how several widely applicable tax provisions and various transfer programs would affect the income in 2016 of a hypothetical family consisting of a single parent with one child. Then,

using a simulation approach, the report presents CBO's estimates of marginal tax rates from taxes and selected transfers for a representative sample of workers. The hypothetical example is useful for assessing how taxes and transfers interact with earnings under specific circumstances—emphasizing the income after both taxes and transfers of a taxpayer who participates in multiple transfer programs. However, the example is very specific and is not indicative of the distribution of marginal tax rates that low- and moderate-income workers face. Also, many households do not participate in all the transfer programs for which they may be eligible and thus probably face lower marginal tax rates than the family in the example. Using the simulation approach based on a sample of tax returns, CBO estimated marginal tax rates for the population of low- and moderate-income taxpayers, incorporating the likelihood of people's participation in benefit programs.

INSTITUTE ON TAXATION AND ECONOMIC POLICY (ITEP)

R. Richards et A. Warren, « [Enough is Enough: Business Tax Cuts Fail to Grow Michigan's Economy, Hurt Budget](#) », 2 novembre 2015, 10 p.

Les baisses d'impôts des entreprises n'ont pas eu les résultats escomptés au Michigan

Cutting business taxes has not been an effective way to grow jobs and the Michigan economy as promised. This is particularly true when combined with increased taxes on individuals, disproportionately affecting low- and middle-income people and families. In 2011, the Legislature and governor gave businesses a generous \$1.6 billion tax cut by repealing a business tax paid by all types of businesses and levied on gross receipts and income, and replacing it with a flat 6% income tax on C Corporations. At the same time, the state raised taxes on individuals by about \$1.4 billion. Instead of business tax cuts, we need investments in education, transportation and infrastructure, local communities and job training to create an economy that works for all in Michigan. The current road funding dispute and other budget dilemmas were caused by these

business tax cuts, and Michigan has not reaped any economic rewards from them.

TAX POLICY CENTER

D. Marron, « [Should We Tax Externalities Like Externalities?](#) », 10 novembre 2015, 25 p.

La logique derrière l'imposition des « internalités »

Does the traditional rationale for taxing externalities also apply to internalities? Yes, if the goal is maximizing efficiency. Efficient taxes reflect any harms consumers overlook, whether to others or themselves. Yes with caution, if the goal also includes equity. Internality taxes fall most heavily on consumers who overlook future costs, a group that tends to have lower incomes. No if the goal is improving the well-being of people who consume harmful products. That paternalistic goal generally implies lower taxes than do efficiency or welfare maximization. In fact, the optimal paternalistic tax is often zero.

THE JOINT COMMITTEE ON TAXATION

The Joint Committee on Taxation, « [Background and Present Law Related to Tax Benefits for Education](#) », 7 octobre 2015, 43 p.

La hausse du coût des études supérieures et la politique fiscale

The House Ways and Means Oversight Subcommittee has scheduled a public hearing on October 7, 2015, titled "Tax Policy and the Rising Costs of Higher Education." This document,¹ prepared by the staff of the Joint Committee on Taxation ("Joint Committee staff"), includes a description of present law and analysis relating to tax benefits for education. The report examines the effects of Federal policies on local and state governments, institutions, private donors and students. Finally, the report evaluates the incentives of such tax benefits on its primary beneficiaries.

URBAN INSTITUTE

L. Blumberg, J. Holahan et G. Mermin, « [The ACA's "Cadillac" Tax Versus a Cap on the Tax Exclusion of Employer-Based Health Benefits: Is This a Battle Worth Fighting?](#) », 22 octobre 2015, 8 p.

Est-ce qu'il y aurait réellement des gains à remplacer la taxe « Cadillac »?

Opposition to the ACA's "Cadillac" tax is growing. This excise tax applies to employer health benefits exceeding a threshold. There has been broader support over time for a cap on the tax exclusion of employer contributions to health insurance, including from many who now want to repeal the Cadillac tax. We show that the distributional effects of the excise tax and a cap on the exclusion are similar, except when firms choose to pay the excise tax instead of reducing benefits to avoid it (very few employers are expected to leave benefits at prior levels and pay the tax).

URBAN INSTITUTE

W. Gale et A. Krupkin, « [Major Tax Issues in 2016](#) », 25 novembre 2015, 10 p.

Les principaux enjeux en matière d'imposition aux États-Unis pour 2016

Looking specifically at taxes, Brookings Senior Fellow William Gale and Research Assistant Aaron Krupkin write that the US does not have a good tax system that raises the revenues needed "to finance government spending in a manner that is as simple, equitable, and growth-friendly as possible." Noting that often simply discussing a tax proposal publicly can kill it, they highlight five general areas where tax policy could be improved: raising long-term revenue; increasing environmental taxes; reforming the corporate tax; treating low- and middle-income earners equitably and efficiently; and ensuring the appropriate taxation of high-income households. "Comprehensive tax reform is easy to talk about, but hard to do. The pursuit of sweeping tax simplification is a noble goal, but quixotic."



INTERNATIONAL

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

OCDE, « [BEPS : Rapports finaux](#) », 5 octobre 2015, 15 rapports.

Rapports finaux du projet BEPS visant à réformer les règles fiscales internationales pour endiguer l'évasion fiscale des entreprises multinationales

Le projet BEPS a permis d'élaborer un ensemble de mesures inédites que les États pourront mettre en œuvre en adaptant leur droit interne, en particulier pour renforcer les règles applicables aux sociétés étrangères contrôlées, suivre une approche commune pour limiter l'érosion des bases d'imposition liée à la déduction de charges d'intérêts, lutter contre les dispositifs hybrides utilisés pour obtenir une non-imposition des bénéfices au moyen d'instruments financiers complexes

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

B. O'Connor et al., « [Searching for the inclusive growth tax grail: the distributional impact of growth enhancing tax reform in Ireland](#) », 27 novembre 2015, 33 p.

Augmenter la taxe foncière pour diminuer l'impôt sur le revenu : une réforme à coût neutre pour augmenter le PIB

The economic literature suggests that a revenue-neutral shift of tax revenues from income taxes to property taxes would increase GDP per capita in the medium term. This paper analyses for Ireland the consequences of such a shift in the tax mix. In particular, it examines whether this can be carried out in a way that would neither undermine income distribution nor depress government revenue. Simulations using the ESRI

tax-benefit model, SWITCH, suggest it is possible to achieve such a broadly revenue-neutral tax shift in a non-regressive way, while lowering marginal tax rates for most taxpayers. In particular, reductions in the Universal Social Charge would reduce marginal and average tax rates and have a positive impact for the income of most households. This could be funded by shifting the tax base toward residential properties, though this might have an adverse effect on income distribution, due to Ireland's high rates of home ownership throughout the income distribution. The analysis shows that low income groups could be protected through the careful introduction of income-related supports, with revenue losses recovered through a more progressive property tax rate structure. Overall, the simulations show that a shift from labour to property tax can be pro-growth and pro-employment, without equity losses. The paper therefore suggests that tax reform can be inclusive.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

OCDE, « [The State of Public Finances 2015 – Strategies for Budgetary Consolidation and Reform in OECD Countries](#) », 6 novembre 2015, 222 p.

Les réactions, notamment sur le plan fiscal, des pays de l'OCDE à la récession de 2007-2008

For most countries in the OECD, 2015 is the seventh or eighth year of dealing with the budgetary consequences of the economic and financial crisis. These years have been marked by challenges of fiscal retrenchment of a scale and nature unprecedented in modern times. Previous OECD publications have tracked the fiscal policy responses adopted by OECD governments during the early years of the crisis (2007-2012). This book takes stock of how these responses have evolved and in recent years, up to 2014/15. Two points are apparent from the outset: the response to the crisis has had repercussions for virtually every aspect of budgetary governance; and there are clear lessons for governments about the conduct of fiscal policy – including in its institutional aspects – that should inform future decisions and the agenda of budgetary reform.

SOCIAL SCIENCE RESEARCH NETWORK

K. Burke, « [Comments on 'Taxation of Intellectual Capital:' Better than Consumption-Tax Treatment?](#) », 27 novembre 2015, 7 p.

Propositions pour améliorer l'imposition de la propriété intellectuelle

In Taxation of Intellectual Capital, Professor Lily Kahng argues that U.S. tax law is fundamentally flawed because it allows businesses to “expense” investments in self-created intangibles. The article draws on research in related areas (knowledge management, financial accounting, and national accounting) that seeks to identify and measure “intellectual capital,” “a central driver of economic productivity and growth.” Within the framework of a normative income tax, Professor Kahng argues that businesses should be required to capitalize and amortize investments in a broad array of intangibles, including research and development, advertising, and employee-training expenses.

SOCIAL SCIENCE RESEARCH NETWORK

R. Niemann et S. Sloane, « [Investment Effects of Wealth Taxes Under Uncertainty and Irreversibility](#) », novembre 2015, 48 p.

Analyse de l'impact d'une taxation de la richesse sur l'investissement

The growing dissatisfaction with perceived distributional inequality and budgetary constraints gave rise to a discussion on the (re-)introduction of wealth taxes. Wealth taxes are typically levied on private wealth, in some countries also on corporate wealth. To avoid misleading statements concerning possible distributional consequences of wealth taxes, preceding analyses of the economic and particularly investment effects are necessary. As investments drive job creation, tax-induced changes in investment timing may significantly affect the income and wealth distribution. We analyze the impact of wealth taxes on

investment timing under uncertainty and irreversibility and the propensity to carry out risky projects. Using a Dixit/Pindyck type real options model we find that wealth taxes have real effects. This means that higher wealth tax rates can either stimulate or depress the propensity to invest in risky projects. We find that apparently paradoxical wealth tax effects (accelerated investment due to higher wealth tax rates) are more likely for low interest rates and for high-risk investments. Using either historical cost or fair value accounting may affect investment timing ambiguously. Thus, the design of wealth taxes is crucial for the resulting delay or acceleration of investment. Although our model takes an individual perspective, our findings are also relevant for the current tax policy discussion on the introduction of wealth taxes. Our results indicate that wealth taxes are particularly harmful for specific classes of investments, for example low-risk investments.

Équipe de rédaction

Coordination, édition et révision :
Tommy Gagné-Dubé.

Recherche et sélection des articles :
Alexandre Ely, Batoul Hassan, Gabrielle
S. Leblanc, Julie Lemieux, Catherine
L'Espérance et Jessica Morin-Côté

<http://cftp.recherche.usherbrooke.ca/>

**Pour vous abonner gratuitement
au Bulletin de veille et aux
publications de la Chaire :**
cftp.adm@USherbrooke.ca